

1789 LES FRANÇAIS ONT LA PAROLE

cahiers des États Généraux
présentés par
Pierre Goubert et Michel Denis



a COLLECTION
ARCHIVES

Édition de la publication

Pierre GOUBERT,
professeur honoraire à la Sorbonne,
est un des maîtres de l'histoire économique et sociale de la
France d'Ancien Régime.

Michel DENIS, professeur d'histoire contemporaine à
l'université de Rennes II, est un éminent spécialiste de la
contre-Révolution dans la France de l'Ouest.

© Éditions Julliard, 1964
© Éditions Gallimard/Julliard, 1973.

Les Français de quatre-vingt-neuf

Comment pouvait-on être français?

Dans cet assemblage mal réglé et mal équarri de communautés indépendantes, de seigneuries minuscules ou démesurées, de provinces et de « pays » aussi originaux qu'inégaux, on est de son village contre le voisin, de sa seigneurie contre la voisine, on est attaché à tel saint patron et non à tel autre, à tel boisseau plutôt qu'à tel setier, à telle charrue et à telle manière de nourrir les vaches... Et, naturellement, on est d'abord picard, lorrain, comtois, bourguignon, breton, poitevin, gascon ou provençal. Ce Bourbon versaillais, respecté de très loin puisque sacré par « notre mère la Sainte Église » et descendant du « bon roi Henry », il est surtout comte de Provence et duc de Bretagne. Privilèges locaux et régionaux d'abord, « libertés » provinciales d'abord, hommage au roi ensuite ; profonde et lointaine révérence... Que survienne l'homme en noir porteur de grimoires scellés, l'on soupçonne l'impôt nouveau, toujours « extraordinaire » et « exorbitant » : pourquoi le Roi notre Sire ne vivrait-il pas, comme notre seigneur de son domaine ? — l'homme de loi, le financier, le gabelou, le procureur, le sergent recruteur, l'intendant, l'exempt de la maréchaussée — bêtes détestées, bêtes étrangères, bêtes ennemies des libertés traditionnelles... Sans le savoir, la France est fédéraliste. Sauf pour de rares et grands esprits, en pointe sur l'opinion énoncée et les sentiments confus, non, décidément, la France n'est pas une Nation...

Est-elle seulement un État? Si un État, ce sont des ministres, des bureaux, des percepteurs, des porteurs d'hermine et des traîneurs de sabre, alors oui, la France est un État... Mais qu'est un État où la désobéissance, selon le mot de Lavisse, tempère

7 Les Français de quatre-vingt-neuf

encore l'absolutisme? Qu'est un État où les manières d'asseoir, de répartir et de percevoir l'impôt, où la nature même de cet impôt change d'une province à l'autre? Où, dans la multiplicité des coutumes et des tribunaux, en l'absence de loi générale, de code digne de ce nom, le premier souci, lorsqu'on doit soutenir un procès, consiste à trouver le tribunal compétent, et la loi — ensemble de dispositions sibyllines recouvertes de gloses — selon laquelle on plaidera? Où la justice s'achète, se revend, se monnaie, se dénonce? Est-ce un État, ce pays où l'on refuse habituellement le service militaire, où les familles et les paroisses conspirent pour sauver les recrues de la milice et entretenir les déserteurs? Où, dans un village donné, il n'est pas rare de dépendre d'un évêque qui habite Saint-Pierre, d'un seigneur qui habite Saint-Jean, d'un juge royal qui habite Saint-Jacques, d'un subdélégué qui habite Saint-Fiacre, de juges des gabelles, des traites, des tailles, des marchands qui logent respectivement sous la protection patronale de quatre autres saints du calendrier?

Est-il au moins, ce royaume de France, société ordonnée et hiérarchisée avec trois Ordres bien à leur place, se complétant et s'entraînant, et subdivisés en une multitude de « dignités » et de « rangs » rigoureusement et harmonieusement équilibrés, dépendants, disciplinés?

En fait, deux grandes « sociétés » — et une foule de petites — se méprisent, se jaloussent ou se haïssent dans ce royaume vétuste. Deux « races » coexistent, et la race noble est au fond persuadée qu'un sang exceptionnel coule dans son système artériel: qui n'est pas noble est ignoble. Au noble seul, l'épée, la girouette, le droit de chasse, le droit de litre et de tombeau à part dans l'église familiale. Seul, le noble est véritablement « né ». Les roturiers se contentent d'exister, comme une race un peu spéciale d'animaux, assez inférieure au cheval. Seul, le noble est naturellement « apte », d'abord à combattre et à commander, ensuite à savourer toutes les délices de la vie noble, de la fainéantise brute aux plus hautes spéculations de l'esprit — pour quelques-uns tout au moins. Seul, le noble est apte à bien juger, et les parlements se ferment désormais à tout ce qui sent la roture; à bien prier Dieu, et l'épiscopat tout entier est noble

d'« extrace » ; à bien commander à la guerre, et les cadres de l'armée sont interdits aux roturiers, sauf dans quelques spécialités où le talent, même ignoble, est cependant requis ; à bien commander auprès du roi, et il faudra l'astuce financière d'un banquier roturier, étranger et mécréant (Necker), pour rompre le cercle aristocratique qui tentait, auprès du monarque, noble d'entre les nobles, de gouverner seul la mosaïque routinière et particulariste... Et c'est encore le noble seigneur, installé dans son château, au milieu de son parc et de son domaine proche, qui revendique presque toute la forêt et presque tous les pâturages communaux, qui perçoit toujours sur ses « vassaux » paysans ces redevances qui, plus souvent qu'on ne croit, sont encore des corvées, des charrois, des prémices, et reçoit encore ces hommages avilissants, comme d'« aller s'agenouiller devant une porte pourrie pour baiser avec respect un maillet sale et rouillé ». (Saint-Maixent.)

Immensément majoritaire, l'ignoble roture supporte mal ces « restes de la barbarie féodale ». Au fond des campagnes, pèse la lassitude de payer toujours, de travailler toujours, de payer et travailler plus encore, puisque croissent souvent les exigences et les inventions du noble seigneur : la censive, le lourd champart, le four et le moulin, les aveux et les charrois, les lods et ventes et la saisine, les vieux droits ressuscités par les feudistes à gages, les terres du maître qui se ferment au mouton du paysan, les communaux qui lui échappent, les forêts qu'on lui interdit, et ces troupes de pigeons et de chiens qui ravagent labours ou moissons... Quelques débonnaires seigneurs de villages et quelques gentilshommes misérables ne changent rien au tableau ; au fond, on les méprise pour leur faiblesse ou leur pauvreté. Que la pesanteur des contraintes se relâche, qu'un espoir plus ou moins chimérique coure les campagnes, et l'on verra, fourche et torche au poing, le paysan se ruer sur les châteaux et les grimoires « féodaux » et refuser, de quoi qu'on le menace, l'hommage au seigneur et toutes les redevances venues du fond des âges.

A l'intérieur même de ce corps du clergé que l'onction sacrée n'unit qu'en apparence, d'autres roturiers, souvent éclairés et dignes, les curés et les vicaires, retiennent à peine la colère et le mépris qu'ils éprouvent pour leurs nobles supérieurs. Evêques

9 Les Français de quatre-vingt-neuf

de vingt ans, freluquets scandaleux ou ignares, superbes et impérieux, qui ne doivent qu'à leur naissance la dignité épiscopale ; nobles abbés, souvent absents, souvent athées, qui n'extraient de leurs énormes revenus que le luxe de leurs vêtements, de leurs équipages, de leurs palais et de leurs cuisines, oubliant la part du pauvre, la part du pasteur, la part même de la maison du Seigneur... Voyez, un peu plus loin, ce qu'osent dire les curés du bailliage d'Auxerre.

Plus tenaces encore, les rancœurs de la bourgeoisie cultivée, tantôt besogneuse et tantôt aisée, presque toujours qualifiée et consciente de sa valeur, et qui voit se fermer les avenues du pouvoir, les postes d'autorité, civils ou militaires, étant encombrés par l'aristocratie. Certes, çà et là, de fructueuses alliances familiales sont conclues entre marquis désargentés et bourgeoises bien dotées ; certes, quelques nobles, vite jugés dévoyés, exécutent parfois de brillants « soli » dans la riche orchestration finale du mouvement littéraire, persifleur ou réformateur ; certes, de grands seigneurs avisés participent, plus ou moins secrètement, aux grandes spéculations du siècle : mines de charbon, commerce colonial, immeubles, agiotages variés. Ces exceptions n'affectent pas la fondamentale opposition entre la race aristocratique, quelle que soit sa teinte ou son âge, et le monde roturier où seuls les bourgeois d'écritoire, de fabrique ou de soutane sont aptes à jouer les premiers rôles.

Et pourtant, à l'intérieur de ce contraste primordial et sommaire, que de distinctions, de groupes, de sous-castes, de jalousies, de mesquineries, de petites guerres sociales... Peu sont aussi graves, et surtout aussi riches de promesses de lutte, que celle qui oppose ce qu'on appelait alors — avec quelle délicatesse ! — la « lie du peuple », à ce tiers état qui prétendait parler au nom de la « Nation » et qui se limitait à la bourgeoisie consciente, ambitieuse et décidée.

Innombrable, peu cohérent, inégalement affirmé dans le fond des provinces, généralement abruti par l'ignorance et la superstition, ce qui sera le prolétariat arrive rarement à s'exprimer. Mineurs, fileuses, ouvriers des villes et tisserands des campagnes, entièrement soumis aux prix du marchand, aux commandes du marchand, aux avances du marchand, à la

discipline, à la bonne volonté et à l'esprit usurier du patron, ce peuple dépendant des métiers et des manufactures essaie de se grouper en compagnonnages, de se défendre par des coalitions, des rumeurs, des solidarités, des cris soudains et de brusques flambées de colère: ou bien il s'abîme dans le chômage jamais secouru, se réfugie dans la mendicité, le colportage, le brigandage, l'hôpital. Petit peuple des marins-pêcheurs sans barque et sans filets, il éclate parfois sous des patrons trop durs, et va jusqu'à la révolte contre les négociants et les « capitalistes » (le mot apparaît déjà) qui vendent les appâts à haut prix et achètent pour rien les sardines. Dans les riches provinces agricoles du Nord et de l'Est, la pullulante armée des manouvriers sans maison, sans meuble et sans lopin gronde contre le riche laboureur, le grand exploitant, l'impitoyable receveur qui monopolise les fermages, les terrains de pâture, les bois à glandée, distribue parcimonieusement le travail lors de moissons et des battages, et paie le plus mal possible, en récupérant simplement des avances antérieures de semence, de labour ou de nourriture. Un prolétariat rural de moins en moins soumis commence à se dresser contre les « coqs de village », exploiters d'un type mixte, où la vieille complicité seigneuriale se teinte déjà de capitalisme moderne; parfois la colère s'empare de lui, jusqu'à oser, au printemps 89, rédiger tout seul des cahiers où perce un esprit révolutionnaire d'une singulière audace... Première et bien rare émergence des « bras nus » dans ce magma rural, lourde et routinière masse sociale d'un royaume qui s'enorgueillit de ses traditions, de ses particularismes et de sa pesanteur quasi médiévale...

... D'un royaume pourtant où les dormantes structures traditionnelles ont paru s'animer, rajeunir, revivre soudain, passés le règne étouffant du « grand roi » et les désordres fébriles de la dernière Régence.

Terminées les dépressions et les tempêtes du « tragique xvii^e siècle », des vents favorables parurent souffler sur le royaume de France.

L'ouragan de l'affaire Law (1720) avait laissé des ruines individuelles et une méfiance excessive envers toute monnaie de papier et toute banque d'État. Dès 1726, le retour au calme

produisit cette incroyable stabilisation de la livre tournois, solide et belle monnaie d'un royaume abondant en louis d'or et en écus d'argent d'une frappe admirable. Le siècle de Louis XIV avait vécu, surtout à son couchant, dans la fièvre des dévaluations en cascade et des tripotages monétaires. La livre de 1726, mère du franc-or de nos aïeux, honora de sa fixité sans nuages le siècle de Louis XV. Épuisés ou captés, les trésors du Pérou, l'argent mexicain et les vieilles mines d'Europe centrale avaient cruellement manqué à la vie économique du siècle précédent. L'or du Brésil avait pris le relais, relançant l'économie à l'aube du XVIII^e siècle. Le cuivre même, suédois ou japonais, voituré par les infatigables Hollandais, ne manquait pas pour les indispensables et innombrables monnaies divisionnaires.

Dès 1700, les Français, jusque-là en retrait sur les puissants Bataves et leurs alliés britanniques, avaient repris, témérairement d'abord, massivement et systématiquement ensuite, les chemins maritimes des pays de cocagne où poussaient ces autres trésors qui s'appellent sucres, cuirs, épices, bois de teintures, drogues ; pays, par surcroît, toujours avides de bois d'ébène et des produits admirablement manufacturés par les tisserands d'Europe. Saint-Domingue et les Antilles au premier chef, la contrebande aux Indes espagnoles, les voyages en Chine et les navigations d'Inde en Inde, voilà ce qui donnait à la France redevenue maritime et optimiste l'essentiel peut-être, le plus brillant sûrement de sa fortune grandissante. A Rouen, à Saint-Malo, à Nantes, dans tous les ports et même à Marseille devenue océanique, le commerce d'Amérique et la vente des nègres alimentaient des fortunes ostentatoires, élevaient ces hôtels particuliers richement décorés qui s'offrent encore aux yeux du touriste cultivé. Mais pas seulement dans les ports. Dans telle capitale continentale et montagnarde, Grenoble, dans telle vieille cité qui paraissait somnolente, Beauvais, les trésors d'Amérique gonflaient les capitaux des dynasties marchandes, des rentiers bourgeois, des officiers, des parlementaires, et même des nobles de race pour qui « Le Cap » (Saint-Domingue) constituait comme un nouvel Eldorado. Dans les statistiques du commerce extérieur du royaume, bien connues à travers tout le siècle, produits coloniaux et fournitures aux

« Indes » soutenaient et projetaient plus haut encore cette allègre ascension, à peine coupée de rémissions passagères, qui joint le temps du Régent au temps de M. Necker. Les « Indes » étaient partout : dans le décor, dans le costume, dans la musique, et jusque dans la domesticité rutilante et exotique. Qu'importait la perte, en 1763, de la vallée du Saint-Laurent ? Le mot de Voltaire sur les « arpents de neige » du Canada se révèle bien plus exact que piquant, et n'importe quel négociant avait alors préféré, avec raison, Saint-Domingue aux « déserts » sans avenir prévisible que baignaient les Grands Lacs et le Meschacebé.

La même euphorie, la même ascension, le même dynamisme semblent animer les principaux secteurs de l'activité du royaume.

Les vieilles fabriques textiles — toiles du Nord-Ouest, draps de partout — sont revigorées comme par un sang nouveau. Des milliers de fileurs, de peigneurs, de tisserands, de texiers, de teinturiers, d'apprêteurs travaillent à la campagne et à la ville, à la campagne plus qu'à la ville. Ils essaient d'adapter leurs techniques séculaires aux modes nouvelles, aux couleurs en vogue, à la demande aussi de très lointains marchés. Avec beaucoup de variations provinciales, production et prix montent, en moyenne, de 50 pour cent. Les manufactures « nouvelles » connaissent une croissance autrement brillante : cotonnades, soieries, industries coloniales comme les raffineries... la production double, triple, parfois plus encore. Les inventions anglaises et les spécialistes anglais donnent l'impulsion ; l'administration royale la favorise et la subventionne ; de grands capitalistes éclairés osent et réussissent : déjà les Wendel dominant la sidérurgie française... Les rouleaux à teindre, les « mule-jennies », les hauts fourneaux, la fonte au coke, les mécaniques, les montgolfières, le premier chariot à vapeur, les premières manufactures groupant près d'un millier d'ouvriers permanents — tout un aspect quasi révolutionnaire porte en avant ce secteur qui, hier, n'était que la « manufacture », et qui commence à devenir l'« industrie ».

Jusqu'au millénaire et immobile monde de la terre qui se décide à remuer. Depuis 1750, il attire l'attention des mondains et des « philosophes », fatigués de discuter sur Jansénius, sur le

roman, sur le théâtre, sur la vertu ou sur l'amour. Venues d'Angleterre (qui les avait prises en Hollande), des théories à sensation vantent la vertu des turneps, des luzernes, des pommes de terre, tonnent contre l'opprobre des jachères mortes, la barbarie des communaux, et chantent les miracles de la libre circulation. Des bourgeois, des grands seigneurs, des jolies femmes, des ministres et même quelques agriculteurs soutiennent la « nouvelle culture », et vont jusqu'à tenter de la mettre en pratique. L'État encourage les défrichements, les prairies artificielles, le partage des communaux, la sélection des animaux et bientôt la pomme de terre, Parmentier se chargeant d'en montrer l'innocuité. Les routes royales se multiplient, de nouveaux canaux sont creusés, et l'idée nouvelle s'accordant aux possibilités et aux intérêts, on tâte de la libre circulation des grains. Spontanément, quelques grands seigneurs éclairés effectuent de retentissantes expériences, qui enchanteront bientôt l'anglissime Arthur Young. En des régions riches, favorisées, ouvertes aux fécondantes influences venues du Nord, la jachère morte est abandonnée, les nouveaux fourrages, les nouvelles racines, les nouveaux instruments et les nouvelles méthodes sont adoptés, tandis que le maïs continue de revigorer la vieille Aquitaine...

Dans ce pays qui se prend à nouveau à croire en lui-même et en l'avenir, tout n'est-il pas hardiesse, réforme, souvent réussite? Les administrateurs sont des gens d'esprit, qui expriment parfois des idées personnelles, qu'ils essaient même d'appliquer. La plupart des Intendants de province sont des hommes cultivés, des urbanistes, des mécènes, dont le souvenir n'est pas encore éteint: Blossac à Poitiers, Tourny à Bordeaux, le bon d'Étigny dans sa capitale d'Auch. Certains, comme Turgot en Limousin, vont jusqu'à expérimenter de nouvelles et plus justes méthodes de percevoir l'impôt. Même les ministres ont de l'esprit, et parfois de l'efficacité: ceux-ci recréent une grande marine royale, qui se permettra bientôt de battre les Anglais; d'autres réforment rudement, à la prussienne, l'armée royale, tandis que les frères Gribeauval la dotent d'une artillerie qui aidera aux victoires révolutionnaires; d'autres encore ont inventé la statistique, l'enregistrement, les ponts et chaussées, les

grandes écoles techniques royales ; d'autres mettent un peu d'ordre dans les couvents, chassent les jésuites, redonnent une existence légale aux non-catholiques ; et le Directeur de la Librairie en personne s'ingénie à violer la censure qu'il devrait faire respecter... Tels furent les grands administrateurs de « ce grand siècle, je veux dire le dix-huitième », proclamait Michelet.

... Michelet, qui pensait surtout aux « lumières ». Lumières de la philosophie, de la science et de la liberté, par opposition à l'esprit d'intolérance et d'autorité des temps classiques... Parallèle sommaire, préférences subjectives : avec quelles balances peser Voltaire et Bossuet ? Ce qui éclate sûrement, et ce qui marque spécialement ce XVIII^e siècle, c'est le rayonnement de la pensée, de l'esprit, de l'art, de la langue et de la mode française à travers toute l'Europe, et même la libre Amérique naissante. De Stockholm à Lisbonne, et bientôt de Washington à Odessa, la place royale, la statue royale, la langue de Voltaire, le marivaudage et les témérités verbales des salons, tant de Versailles alourdis et de Pompadour sans grâce, jusqu'à la poupée de mademoiselle Bertin, modiste, et au nouveau vin de Champagne, attestaient à l'unanimité que ce siècle était celui de la France...

Dans le tréfonds du royaume, des études récentes (ou oubliées) permettent d'apercevoir deux nouveautés et deux promesses encore plus surprenantes : le recul de la mort et de l'analphabétisme.

De la Normandie à la Lorraine, au temps de Louis XVI, les trois quarts des hommes ont été capables de signer leur acte de mariage ; un siècle auparavant, on en trouvait deux fois moins. A cet évident progrès de l'instruction — qui ne touche ni la Bretagne, ni le Centre, ni le Midi —, on ne sait trop quelles causes assigner. Mais il apparaît avec netteté qu'il provient de la volonté des paysans du Nord et de l'Est d'avoir leurs écoles, d'y envoyer leurs enfants, de ne pas hésiter à payer des magisters — car c'étaient bien les utilisateurs qui payaient les maîtres. Par là, les paysans des plus riches contrées de France montraient qu'ils avaient confiance en l'avenir, c'est-à-dire en eux-mêmes.

Cet optimisme ambiant, ce qu'on a appelé, peut-être un peu vite, « la révolution de la mortalité » aidait à le justifier. Au

« grand siècle » régnaient encore la guerre, la peste et la famine, redoutable triade qui sévissait habituellement par crises épouvantables et brèves. Or, depuis la mort du « grand roi », la guerre se déroulait à l'extérieur du royaume, et les troupes françaises, mieux entretenues et plus disciplinées, logeaient dans des casernes de plus en plus nombreuses ; les excès des gens de guerre se ramenaient à quelques viols de poulaillers. Après une vive offensive en Provence en 1720, la peste s'était décidément retirée du royaume : efficacité des mesures de prophylaxie édictées par les administrations et les villes — une sorte de cordon sanitaire tendu autour des zones infectées — ? reflux inattendu — aujourd'hui à peu près expliqué — des virus et de leur vecteur habituel, le pou du rat ou, certain pou de certain rat ? Les deux à la fois sans doute. Certes, d'autres épidémies, plus ou moins identifiées, plus ou moins graves, ravageaient de temps en temps, en de soudains paroxysmes, telle ou telle province ; ce n'était plus « le mal qui répand la terreur », dont le proche souvenir remontait pourtant à la surface lors de certaines paniques collectives. Et par surcroît, au moins dans une partie du royaume, le spectacle traditionnel de gens morts de faim le long des routes, avec des herbes dans la bouche, se raréfiait jusqu'à disparaître. Certes, çà et là, vers 1740 ou 1770, des « mortalités » qui rappelaient celles de 1694 ou de 1710 sévissaient encore ; ce n'était ni au même degré, ni avec la même extension géographique, ni avec la même fréquence dans l'horreur. Le temps des famines semblait sur le point de se réduire, de se localiser, de disparaître. Peut-être les enfants mouraient-ils moins nombreux dans leur petite enfance ou leur adolescence ; peut-être les premiers accouchements mortels tendaient-ils à se raréfier ; peut-être même les adultes atteignaient-ils plus fréquemment la dignité de patriarche. Moins de massacres d'innocents, moins de classes désespérément creuses, plus de médecins, plus de sages-femmes dignes de ce beau nom, un certain désir de se soigner et, peut-être, d'observer les rudiments d'une élémentaire hygiène, peut-être même un mieux-être général et une meilleure nourriture. Les premières victoires sur la mort datent bien de ce grand siècle, le XVIII^e.

Derrière ces phénomènes brillants, ces réussites individuelles,

ces initiatives optimistes, ces hardiesses administratives, ces progrès démographiques et ces triomphes économiques, se dissimula longtemps le véritable moteur de la prospérité. Et pourtant — la constatation était si grosse qu'on ne l'apercevait plus — qu'était-ce que la société française sinon, sur 100 personnes, au moins 80 paysans? Quelle était la composante majeure du revenu national, sinon le revenu rural? D'où provenaient presque toujours ces fortunes, nobles ou roturières, laïques ou ecclésiastiques, qui s'investissaient en palais, en manoirs, en indiennes, en œuvres d'art, en salons, en esprit, en navires, en forges, en minières, en mécaniques, en « habitations » aux Îles, sinon de grands domaines ruraux, de fermages ruraux, de droits seigneuriaux, de métiers ruraux, de dîmes rurales? Pour de longues années encore, comme depuis le fond des âges, les revenus de la maison France sont les revenus de ses labours, de ses pâtures, de ses vignobles, de ses forêts, de ses landes et de ses jardins.

Or depuis 1730 au moins, tous les prix agricoles montent, entraînant la montée des bénéfices pour les vendeurs, la montée des fermages, la montée de la rente et du capital foncier, la recherche de nouveaux profits par extension des terroirs, par amélioration des méthodes d'exploitation, l'investissement du profit rural à la ville, à la manufacture, au port, aux Indes... L'allègre montée des prix, signe, symbole et moteur du prospère xviii^e siècle, soutient cette atmosphère d'optimisme et de liberté qui frappe l'observateur le plus superficiel. Quand le profit va, tout va: la construction, la fabrique, l'embauche et tous les mécénats. Et quand le profit va, pourquoi s'embarrasser de règlements, de contingentements, de protectionnisme et de corporatisme? Le « laissez faire laissez passer »? simple réponse au progrès imperturbable de la rente foncière, de la rente française; l'éclat et la hardiesse des théories nouvelles? pure transposition, peut-être, aux superstructures, des infrastructures d'expansion...

Tout irait donc pour le mieux, dans le plus riche et le plus brillant des royaumes du monde? Sans doute, si la prospérité s'était répartie également dans les diverses provinces et dans les diverses classes; sans doute, si l'élan conquérant du siècle de

Louis XV s'était prolongé sans faille au temps du roi-serrurier et de la reine autrichienne... Or, cela ne fut pas.

*La nature, la tradition ou l'occasion ont fait que les provinces de ce royaume de la diversité bénéficièrent très inégalement de la grande expansion conquérante du siècle. Les manufactures nouvelles, les industries en plein essor se groupent dans les grands ports, le long des grandes voies d'eau, auprès des sources de minerais ou de combustible: Paris et quatre grands ports exceptés, tout le nord et tout l'est du royaume. Les édits de clôtures et de triages, favorables à l'agriculture nouvelle chère aux physiocrates, s'adressent essentiellement aux grands pays de fermage où croissent plus qu'ailleurs les profits agricoles, au nord de la Loire, à l'est des bocages armoricains. Un grand renversement s'opère, indiquant déjà les futurs « déserts » français. Si vivante et si pleine de ressources aux *xv^e* et *xv^e* siècles, la Bretagne stagne désormais; les grands ports, Nantes surtout, concentrent tout, vidant de leur substance les douzaines de petits havres naguère hardis et prospères: les toiles de tout l'Ouest, qui vêtirent l'Espagne et son empire au temps de Philippe II, ne progressent plus, et rencontrent désormais de redoutables concurrentes, irlandaises et silésiennes notamment — sans parler du coton. Et cette vieille province, engoncée dans une structure féodale immuable, n'accepte à peu près aucune nouveauté, tandis que les Bretons, imperturbables et résignés, persistent à mourir d'épidémies digestives comme au temps de la duchesse Anne, et à croupir dans un analphabétisme énorme, et inconscient. Il est probable que le Languedoc, naguère éclatant, glisse aussi vers l'atonie et la médiocrité.*

Ainsi s'esquisse, de la Rance au Drac, la ligne de partage majeure: une France stagnante, qui fut deux ou trois siècles plus tôt le secteur riche et dynamique; la France du Nord et de l'Est, déjà engagée dans toutes les formes de l'expansion. Et pourtant, au-delà de ces disparités régionales, intéressantes, mais mineures puisque leur portée politique immédiate apparaît mal, quel retentissement offrent les disparités sociales!

Ernest Labrousse a montré depuis trente ans — mais les vérités premières sont longues à s'imposer — que la montée de la production et des prix n'a pas été accompagnée d'une progres-

sion égale des profits et des salaires. Quand les prix montent de moitié, les profits doublent, et les salaires haussent timidement du quart. Le XVIII^e siècle économique et social est presque contenu dans ces trois pourcentages ; aux salariés, les miettes de l'expansion ; aux rentiers du sol, des portions démesurées...

Parmi les rentiers du sol bénéficiaires du sur-profit, nous retrouvons les grands propriétaires et les grands parasites de la production rurale, les seigneurs, les décimateurs et les usuriers : pratiquement, toute la grande noblesse et le haut clergé, augmentés d'une poignée d'officiers et de marchands. Avec eux, indispensables alliés, ces intendants de domaines, ces fermiers généraux et particuliers, ces hommes de loi et ces maquignons, sorte de « bourgeoisie rurale » qui perçoit, en retenant une bonne part de la manne, à la fois les censives, les champarts, les dîmes et les sous-fermes qui montent du sol nourricier. Par surcroît, distributeurs de travail, de provisions et de semences aux petits paysans, ils participent doublement à la montée du profit puisqu'ils gagnent à la fois au-dessous et au-dessus d'eux... Et puisque, de décennie en décennie, montent en s'épaulant les prix et les profits, il n'est que d'en étendre les bases en empiétant sur l'inculte et sur le communal, en fermant aux bestiaux du pauvre les forêts, les pâtures et même les labours enclos, en réunissant les domaines, en tentant ces expériences nouvelles tant vantées à la Ville et à la Cour. Beautés de la « conjoncture d'expansion », et de l'« agriculture nouvelle », qui ne profitent qu'à ceux qui sont déjà abondamment nantis !

Certes, dans l'expansion générale, le petit peuple des campagnes, et aussi des villes, semble avoir gagné ce bienfait, si c'en est un : la vie ; il ne connaît plus au même degré les catastrophes économiques et les « mortalités » gigantesques des siècles passés. Mais il est écarté de la montée des profits. Pour bénéficier du « bon prix », il faudrait que le paysan eût des excédents à vendre. Or, il est actuellement démontré que, sauf dans les provinces méridionales, la masse paysanne est constituée de manouvriers journaliers, gagne-deniers qui ont, au plus, la propriété de leur chaumière, de leur enclos, d'une rangée de ceps et d'une minuscule parcelle, quand ils possèdent l'un et l'autre. Producteurs fondamentalement dépendants, ils ne

peuvent nourrir leur famille qu'aux bonnes années, quand récolte et travail abondent ensemble ; que pourraient-ils vendre, sinon un agneau ou quelques œufs, afin de trouver les quelques livres réclamées par le collecteur : les petits laboureurs et petits fermiers pourraient négocier quelques boisseaux ou quelques pintes, dans les bonnes années... mais c'est alors que les prix s'effondrent, dans un régime économique qui ignore la taxation, dans un régime politique qui favorise la « libre » concurrence — et l'on sait à qui profite cette sorte de liberté. Jusqu'à la vache ou aux brebis du pauvre, dont les terrains de pâture se rétrécissent par les défrichements, les clôtures, les triages, les interdictions nouvelles. Non seulement le petit paysan majoritaire ne peut participer à la montée des profits, mais il souffre seul de la montée des appétits et des techniques.

Même inégalité dans le monde des villes, des manufactures et du commerce. Tout progrès de la production s'accompagne, au XVIII^e siècle, d'une concentration des métiers, des ateliers, des capitaux. Le petit artisan indépendant, accroché à son monopole corporatif désuet, est en perte de vitesse. Un peu partout, il est devenu le salarié du grand marchand maître de la transformation des étoffes, de la teinture, des débouchés, et bientôt des instruments de production. Dans la soierie, la cotonnade, la bonneterie, la toile peinte, s'annoncent ou s'installent franchement des structures qui seront celles du capitalisme du XIX^e siècle. Les machines nouvelles, venues d'Angleterre, enlèvent momentanément du travail aux fileurs et aux tisserands, et il faut entendre protester Picards et Normands, en attendant les Lyonnais. La métallurgie nouvelle est le territoire de chasse rigoureusement fermé des grands maîtres de forges, officiers et propriétaires d'hier ou d'avant-hier ; elle n'embauche encore que de petits effectifs. Quant au commerce du nègre, du sucre ou de l'indigo, en quoi peut-il enrichir, sinon de liards perdus ou de profits réemployés, le prolétariat démuné des fabriques et des ports ?

Écarté du banquet national, le petit peuple des campagnes et des villes n'est pas disposé à accueillir patiemment les années difficiles qui vont caractériser la majeure partie du règne de Louis XVI. Sous ce roi malchanceux, les souffles de la conjonc-

ture économique se renversent soudain, anémiant de manière imprévue l'économie du royaume. Et comme les privilégiés du profit ressentent quelque peu ces bourrasques contraires, une sorte d'union passagère des mécontents va pouvoir se nouer contre l'éternel accusé, l'État. L'État, qui certes ne gouverne pas la conjoncture, mais qui, engagé dans une guerre trop coûteuse, ne sait, ou ne peut, ou ne veut résoudre le vieux problème de la monarchie française, le problème financier.

On n'ira pas répéter ici ce que content fort bien les manuels d'histoire de nos enfants: comment, pour la première fois depuis cent soixante-quinze ans, le Roi fut amené à convoquer les États généraux, à organiser de larges élections, à « donner la parole au peuple » — ou à ses interprètes —, dans des conditions d'un libéralisme inouï, quasi démocratique...

Phénomène d'abord politique, la convocation des États dérive directement de l'incapacité du gouvernement à payer la guerre d'Amérique; plus encore, du refus des « notables » — c'est-à-dire des nobles — cérémonieusement assemblés, d'accepter des réformes audacieuses et raisonnables qui les auraient transformés en contribuables massifs. Ce refus, cette révolte nobiliaire parfois qualifiée de « révolution aristocratique », a contraint le faible monarque à accepter les États généraux. Les notables pensaient d'ailleurs que ceux-ci leur donneraient le pouvoir, réalisant le vieux rêve des aristocrates hostiles à l'absolutisme, les Boulainvilliers, les Saint-Simon... Au cours des décisives années 1787 et 1788, les nobles, par un calcul erroné, précipitèrent la royauté et le pays dans la Révolution. Le « complot aristocratique » offre une autre réalité que le soi-disant « complot maçonnique » germé dans l'imagination de quelques illuminés.

L'on sait aussi que, depuis près d'un siècle, les forces du renouveau préparaient leur offensive. Les idées de raison, de justice, de constitution, de liberté, d'égalité même avaient sans cesse gagné du terrain dans les cercles éclairés, fortifiées par l'étude des institutions anglaises, l'écho de réformes hardies au-delà des frontières, et le récent et formidable coup de tonnerre de la révolution américaine, nationale, libérale, à la fois aristocratique et marchande. Des « sociétés de pensée » —

« Il existe un monument
précieux de la raison en
France : ce sont les
cahiers des trois ordres
en 1789.

Là se trouvent consignés,
avec une connaissance
profonde des choses, tous
les besoins de la société »
(Chateaubriand).

Des dizaines de milliers
de cahiers,
Pierre Goubert et
Michel Denis ont extrait
les passages les plus
significatifs et les
plus vivants.

Ils y ont adjoint
un vocabulaire pratique de
la langue de
Quatre-vingt-neuf
qui n'a nulle part
ailleurs son équivalent.

a ARCHIVES
GALLIMARD
JULLIARD



9 782070 288588



ISBN 2-07-028858-7 A 28858 fait de la publication

